LE FIGARO.fr VOX ECONOMIE

Incendie d'un centre de perception des impôts : jusqu'où ira la révolte fiscale ?

http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/10/02/31007-20141002ARTFIG00219-incendie-d-un-centre-de-perception-des-impots-jusqu-o-ira-la-revolte-fiscale.php

Dans le centre des impôts brûlé, à Morlaix, le 24 septembre. *Crédits photo : FRED TANNEAU/AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Un centre des impôts a été détruit par un incendie probablement d'origine criminelle, dans la nuit du 1er au 2 octobre. Un événement qui, pour Eric Verhaeghe, symbolise le ras-le-bol fiscal des Français.

Eric Verhaeghe a été président de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) entre 2004 et 2009. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages publiés chez Jacob-Duvernet: «Jusqu'ici tout va bien», «Au cœur du MEDEF: chronique d'une fin annoncée», et «Faut-il quitter la France?». Retrouvez ses chroniques sur son site[1].

On compte, en quelques jours, trois centres de perception des impôts incendiés! Qui plus est sur le territoire métropolitain: deux en Bretagne, un en Savoie. Ailleurs, ce sont des dégradations qui sont commises contre ces bâtiments qui incarnent la pression fiscale que les Français subissent.

Faut-il s'en inquiéter? Lorsqu'un centre brûle à Morlaix[2], au cours d'une manifestation de maraîchers en colère, on peut fermer les yeux, et ranger cet acte au vaste répertoire des dérapages chouans. Lorsqu'en quelques jours, ces actes se multiplient sur l'ensemble du territoire, il est évidemment impossible de ne pas y voir, au mieux, le signal faible d'un phénomène collectif qui gronde et qui peut dégénérer. Au pire, certains y liront une preuve supplémentaire de la rupture profonde qui se creuse et se consolide jour après jour, entre les Français et le régime.

Beaucoup de Français se demandent à quoi peut bien servir tout cet argent qu'ils versent à l'Etat, et dont ils voient si peu la concrétisation.

L'impôt est en effet un moment essentiel de la vie politique: il formalise l'implication de chacun dans la décision collective. Je détiens une parcelle de pouvoir parce que je paie une partie des dépenses. Ceux qui brûlent des perceptions tapent là où le symbole fait mal: la levée des impôts directs, de plus en plus vécue comme une tyrannie, c'est-à-dire un prélèvement financier sans contrepartie. Et beaucoup de Français se demandent à quoi peut bien servir tout cet argent qu'ils versent à l'Etat, et dont ils voient si peu la concrétisation.

Prenons l'exemple des grands postes de dépenses de l'Etat.

L'Education Nationale[3]? Moins que jamais nos enfants n'apprennent à lire ni à écrire à l'école publique. Moins que jamais, malgré la débauche colossale de moyens que l'Etat y consacre, l'Education Nationale n'est capable de fournir le service qui en est attendu: les légions de bureaucrates enfermés dans les rectorats, les inspections d'académie, les services universitaires ne sont pas capables d'affecter correctement les enseignants, de les remplacer lorsqu'ils sont absents (l'affaire des recrutements à Pôle Emploi[4] en Seine-Saint-Denis en est une nouvelle preuve), d'asseoir les étudiants sur un siège dans les amphithéâtres, de connecter chaque école à Internet. Les légions d'enseignants qui adorent donner des leçons aux Français laissent chaque année sortir un septième de leur classe sans diplôme, sans arme pour l'avenir.

La police? Il suffit de traverser Paris d'ouest en est un samedi après-midi pour s'apercevoir qu'en dehors des quartiers chics, pas un policier n'est dans les rues. Alors que la moindre intention de commettre une petite infraction est systématiquement sanctionnée dans le septième ou le huitième arrondissement, l'Est parisien est livré aux racailles sans la moindre retenue, et au vu et au su de tous.

Les hôpitaux? Rendez-vous aux urgences dans une grande ville et vous comprendrez votre malheur! Pendant que la fermeture de maternités ou d'hôpitaux petits et dangereux mais coûteux en province suppose des années de palabres, les hôpitaux des grands centres urbains sont surchargés jusqu'à l'étouffement. Prenons l'exemple de la maternité d'Orthez qui défraie la chronique: est-il normal de laisser une structure de 14 lits ouverte pour un accouchement par jour en moyenne, pendant qu'à Paris des maternités pratiquent plus de 10 accouchements par jour avec proportionnellement 30 ou 40% de personnel en moins qu'en province et moitié moins de lits? Pourtant, le potentiel fiscal se trouve à Paris, pas à Orthez.

Avec l'augmentation flagrante des impôts pour les classes moyennes, l'indolence des fonctionnaires à se réformer et à entrer dans l'ère de la performance ne peut plus être tolérée par les salariés ni par les indépendants.

Je ne dis pas ici qu'il faut distribuer le service public selon la richesse, mais il est évident que l'incapacité de l'Etat à se moderniser et à rendre un service satisfaisant en contrepartie des 57% de richesse nationale qu'il prélève est devenu un sujet politique majeur. Avec l'augmentation flagrante des impôts pour les classes moyennes, l'indolence des fonctionnaires à se réformer et à entrer dans l'ère de la performance ne peut plus être tolérée par les salariés ni par les indépendants soumis quotidiennement à la stagnation économique, à la paperasserie administrative, et à des concurrents venus du monde entier.

Derrière ce début de révolte fiscale, c'est la crispation de la majorité silencieuse qui couve. Depuis plusieurs années, l'essentiel du gouvernement vise à s'occuper de minorités dont la victimisation atteint les limites du supportable. Chacun a en tête une mesure obtenue par telle ou telle catégorie pour améliorer son sort.

Pendant ce temps, la majorité des Français, qui sont des familles hétérosexuelles chrétiennes salariées du privé, se demande bien qui s'occupe encore d'eux, de leur sort, de leurs états d'âme. En dehors, bien sûr, des taxes et des coups de rabots qui leur sont imposés pour financer les politiques qui bénéficient aux minorités. Le plus souvent, d'ailleurs, au nom d'une culpabilité imaginaire entretenue par un prétendu devoir de mémoire pour tous les crimes que cette majorité intemporelle auraient commis.

Eric Verhaeghe

Liens:

1 http://www.eric-verhaeghe.fr/

2 http://plus.lefigaro.fr/tag/morlaix

3 http://plus.lefigaro.fr/tag/education-nationale

4 http://plus.lefigaro.fr/tag/pole-emploi